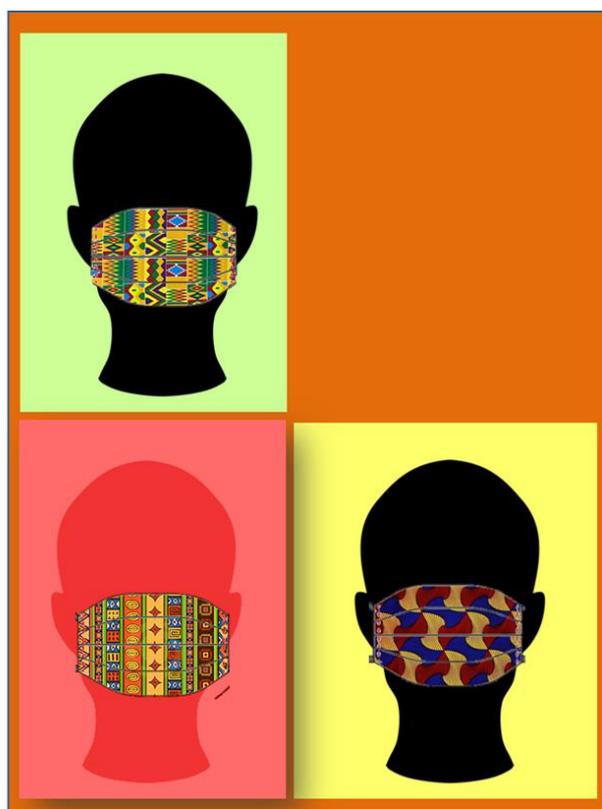




NATO STRATEGIC DIRECTION SOUTH HUB

Mai 2020

Webinaire NSD-S Hub LA RÉPONSE DE L'AFRIQUE À LA PANDÉMIE COVID-19



www.thesouthernhub.org

Le NSDS HUB a été créé au sein du commandement de la force interarmées alliée à Naples afin d'améliorer la prise de conscience et la compréhension par l'OTAN des opportunités et des défis du Sud, tout en contribuant à la coordination générale des activités et des efforts de l'OTAN. Les produits NSDS HUB sont développés avec des informations provenant d'organisations gouvernementales, non gouvernementales, internationales, d'institutions universitaires, d'experts en matière, de médias et d'organisations militaires. Les produits et les articles du NSDS HUB provenant des sources libres ne représentent pas nécessairement les opinions, les points de vue ou les positions officielles d'une autre organisation.

Table des Matières

Résumé analytique	4
Introduction	5
Contexte	6
Rôle de l'OTAN	7
Discussion et perspectives clés	7
Les mesures de santé publique	8
Sécurité alimentaire, éducation et impact économique	8
Violations des droits humains	10
Les conflits et l'instabilité politique	11
Les stratégies de communication	12
Recommandations	13
Les recommandations relatives à la coordination et la collaboration.	13
Les recommandations relatives à la reprise post-pandémique.....	13

Résumé analytique

“ Une bonne coordination avec l'Union Africaine, la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), les Nations Unies, l'OMS, le PAM et d'autres organisations est fondamentale. Chaque organisation possède ses propres plans d'action, une bonne coopération est nécessaire pour affronter cette crise sanitaire ” Répondant au sondage

Le Pôle pour l'Axe Stratégique Sud de l'OTAN (NSD-S Hub), avec la collaboration de l'agence *Three Stones International* (TSI), a mené un webinaire sur la réponse de l'Afrique au COVID-19 et sur les moyens dont l'OTAN pourrait soutenir le continent africain dans sa lutte contre la pandémie et ses effets collatéraux.

Une vidéoconférence, modérée par le NSD-S Hub et TSI, a eu lieu le 28 Avril 2020 et a vu la participation de 10 experts régionaux de huit pays africains et 22 experts spectateurs.

Le dialogue portait sur la préparation et la réponse de l'Afrique face à la pandémie COVID-19 et sur les implications à court terme et à long terme sur le secteur économique, sociale, sanitaire et sécuritaire.

Certains experts craignaient une dévastation en Afrique suite à la propagation du virus mais d'autres contaient sur la jeune démographie africaine et l'expérience du continent avec les maladies infectieuses pour y faire face.

Les experts ont discuté des impacts socioéconomiques et ont souligné que les mesures préventives visant à soutenir les groupes vulnérables étaient inadaptées et que l'instabilité politique et les conflits en Afrique entravaient les efforts de traçage et d'atténuation de la propagation virale.

Les pays africains dépendent sur leurs forces militaires pour imposer les couvre-feux, les quarantaines et les fermetures, et pour distribuer les fournitures essentielles. Alors que ces efforts sont mis en place pour protéger les populations, les panélistes ont signalé que la réponse militarisée dans certaines régions a créé de la peur, du ressentiment social, de la résistance et parfois de la violence.

Les experts ont suggéré des recommandations à l'OTAN, à l'appui des efforts de l'Afrique face à cette forte crise sanitaire et ses conséquents défis.

La coordination et la collaboration régionales et mondiales, y compris la collaboration entre l'OTAN et l'Union africaine, sont considérées fondamentales pour contrer la pandémie en Afrique et pour soutenir son relèvement post pandémie.

Les informations de ce rapport sont renforcées par des données secondaires ainsi qu'un sondage en ligne.

Introduction

Le monde s'efforce d'atténuer la propagation de la COVID-19, une pandémie qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes et a compromis la santé de millions.

L'objectif principal du webinaire était de recueillir les opinions d'experts locaux et régionaux concernant la réponse de l'Afrique à la COVID-19, les mesures locales adoptées et l'impact de la pandémie sur la stabilité en Afrique.

Les experts ont exprimé leurs points de vue et le dialogue ouvert a permis à L'OTAN de clarifier les questions sur les situations émergentes dans la région. La session s'est conclue avec des recommandations à l'OTAN, des suggestions visant l'appui de l'Alliance aux nations africaines dans leur lutte contre la pandémie et dans les efforts de relèvement post pandémie.

Un sondage préliminaire fut distribué sur les réseaux OTAN et TSI avant le webinaire du 28 avril 2020, recueillant les avis de 29 experts additionnels.

Les experts qui ont participé à la vidéoconférence provenaient de régions africaines diverses et ont été identifiés par le biais des réseaux professionnels de TSI et NSD-S Hub.

Un public, composé de 22 membres d'organisations internationales et de la société civile, fut invité à suivre la vidéoconférence en direct et à commenter à travers le chatroom.

Pays représentés :

- | | |
|-------------------------------------|-------------------|
| 1. Burkina Faso | 12. Mauritanie |
| 2. Burundi | 13. Rwanda |
| 3. Cameroun | 14. Somalie |
| 4. République démocratique du Congo | 15. Soudan du Sud |
| 5. Éthiopie | 16. Togo |
| 6. Allemagne | 17. Tunisie |
| 7. Guinée | 18. Turquie |
| 8. Italie | 19. Uganda |
| 9. Kenya | 20. États-Unis |
| 10. Libye | 21. Zambie |
| 11. Mali | 22. Zimbabwe |

Domaines professionnelle des panélistes

Santé publique	Agriculture, résilience et	Traite des êtres humains
Épidémiologie	changement climatique	Démocratie et consolidation de
Médecine	Engagement des donateurs et	la paix
Travail social	mobilisation des ressources	Égalité des sexes
Recherche	Migration et développement	Anti terrorisme
	Protection du patrimoine	Droits de l'homme
	culturel	Engagement communautaire et
	Journalisme	jeunesse

Les experts ont traité des questions relatives à la santé et le bien-être des citoyens, tout en examinant les implications relatives au commerce, aux économies nationales et régionales et à la stabilité politique.

Contexte

L'épidémie de la COVID-19 a éclaté en décembre 2019 dans la ville de Wuhan, en Chine, et s'est rapidement étendue à 212 pays autour du monde. L'organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que l'épidémie COVID-19 est devenue une pandémie lorsque que le nombre de cas positifs hors de la Chine s'est multiplié 13 fois en juste deux semaines. Le chef de l'OMS, Dr Tedros Ghebreyesus, a souligné que la situation était grave et a incité les gouvernements à «prendre des mesures urgentes et agressives».

À l'échelle mondiale, l'attention s'est concentrée sur la limitation de la propagation virale afin de protéger le peuple et pour laisser le temps aux systèmes sanitaires de s'adapter. Pour contenir la contagion, les pays ont fermé leurs frontières et ont introduit des mesures de confinement telles que la quarantaine à domicile, la limitation des déplacements, la fermeture des entreprises et l'arrêt des transports aériens. Le premier cas confirmé en Afrique fut signalé en Égypte le 12 février 2020, et au cours de quelques semaines, la pandémie s'est propagée dans la plupart des pays africains voisins.

Définitions COVID 19

La COVID-19 est une maladie pseudo-grippale (les symptômes comprennent la fièvre, la toux et des difficultés respiratoires). Elle est causée par le virus Corona - SARS CoV-2, la même catégorie de virus du rhume et syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS). La COVID-19 se transmet à travers les petites gouttelettes qui se propulsent du nez ou de la bouche lorsqu'une personne tousse ou expire. Ces gouttelettes atterrissent sur les surfaces et peuvent infecter les personnes qui entrent en contact avec ces surfaces et touchent ensuite les yeux, le nez ou la bouche.

Source: OMS sur la COVID19

"Le meilleur conseil pour l'Afrique est de se préparer au pire immédiatement. Ne présumez pas que votre communauté ne sera pas affectée. Ne présumez pas que vous ne serez pas infectés. Il y a des mesures que les pays africains peuvent adopter au plus tôt pour pouvoir éviter le pire." Tedros Adhanom, chef de l'OMS

L'impact de la pandémie COVID-19 sur les secteurs sanitaire, économique et politique de l'Afrique était un sujet de préoccupation surtout lorsque que le centre africain d'études stratégiques a trouvé que la vulnérabilité du continent africain à la Covid-19 était augmenté exponentiellement en très peu de temps.

Mais grâce à l'alerte avancée, la jeune démographie africaine et l'expérience de l'Afrique en ce qui concerne les maladies infectieuses, le continent avait un bon avantage dans sa lutte contre la pandémie. En effet, après neuf semaines de pandémie, l'Afrique, un continent de 1,3 milliard de citoyens, représentait seulement 1% des cas au monde.

La rapidité des réponses gouvernementales dépendait du pays mais les mesures étaient plus ou moins conformes et comprenaient la distanciation sociale et des différents niveaux de restrictions.

Le Rwanda, l'Éthiopie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Soudan, l'Afrique du Sud et la Zambie, ont dirigé la riposte et ont établi des mesures fermes et restrictives. L'Afrique a eu le temps de se préparer et de fermer rapidement les frontières, surveiller et restreindre les voyages en avion, fermer les écoles et interdire les rassemblements sociaux. L'Ouganda et le Rwanda ont immédiatement fermé leurs frontières et leurs aéroports et la Sierra Leone a déclaré un état

d'urgence de 12 mois. L'alerte avancée a permis à l'Afrique le renforcement de sa capacité de dépistage; 40 pays africains ont eu accès aux tests de la COVID-19 depuis février 2020.

Les données internationales démontrent que le risque de pathologies graves et de décès dus à la COVID-19 est notablement lié à l'âge.

Pour cette raison, l'âge médian des populations africains, 19,7 ans, est considéré un avantage pour le continent (comparativement au chine qui conte un âge médian de 38,4 ans et l'Union Européen qui conte 43,1 ans).

Cependant, une prévalence élevée de problèmes endémiques qui touchent le système immunitaire telles que la malnutrition, l'anémie, le paludisme, le VIH / SIDA et la tuberculose, risque d'aggraver la menace de la COVID-19, même pour les patients plus jeunes.

À la suite des épidémies Ebola, divers pays africains ont renouvelé leurs systèmes sanitaires, notamment en créant des centres africains de contrôle et de prévention. Le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, a récemment discuté des leçons apprises de la riposte africaine face au virus Ebola.

« Une leçon importante tirée de l'expérience Ebola est de réagir tôt au niveau communautaire, en terme de surveillance et reconnaissance des maladies, puisque les communautés sont essentielles au début d'une épidémie. » Répondant au sondage

Les pays africains ont dû assouplir les mesures de précaution telles que le confinement et la fermeture des entreprises, étant donné leur impact dévastateur au niveau socioéconomique.

Les experts craignent qu'une telle décision puisse aggraver la situation.

L'OMS a élaboré des lignes directrices pour l'assouplissement des restrictions, exhortant les gouvernements à maintenir les mesures qui visent à protéger les citoyens, en particulier les populations vulnérables.

Avant l'assouplissement des restrictions, chaque pays devait observer les suivants critères:

1. Que l'épidémie soit sous contrôle.
2. Que le système sanitaire soit capable de faire face à une résurgence de cas.
3. Que le système de surveillance soit capable de détecter et de gérer les cas positifs.

Rôle de l'OTAN

Le NSD-S Hub a choisi d'analyser l'impact de la COVID-19 sur la stabilité de l'Afrique dans le but de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans la région. À cet effet, le Hub a fait appel à des experts locaux et régionaux pour connaître leurs perspectives, expériences et prévisions pour la région.

Discussion et perspectives clés

Le webinaire a révélé des divers aspects de la réponse de l'Afrique à la COVID-19. La section suivante met en évidence des perspectives régionales sur la santé publique, les mesures adoptées, la sécurité alimentaire, les défis économiques, politiques et sociaux, et les stratégies de communication. Les experts ont suggéré des recommandations à l'OTAN afin que l'Alliance puisse soutenir l'Afrique durant la crise pandémique et dans son éventuelle reprise.

Les mesures de santé publique

L'Afrique souffre de maladies infectieuses, du manque d'eau potable, et de la fragilité de ses systèmes sanitaires. En outre, le continent voit assez de troubles sociaux et politiques et pâtit l'absence d'infrastructures adéquates. Pas conséquence, les mesures préventives telles que le distanciel social, le confinement et le lavage fréquent des mains s'avéreront difficiles dans les zones surpeuplées sans accès à l'eau propre.

Les experts en matière ont discuté des réponses gouvernementales et ont confirmé leur mise en œuvre assez rapide des mesures préventives, mais ils ont aussi souligné un manque de coordination régionale, un problème qui a entraîné des difficultés au niveau de dépistage et de surveillance des frontières.

La riposte à la pandémie Covid-19 a fragilisé les infrastructures sanitaires au détriment des services qui visent à traiter la propagation du VIH, de la tuberculose et du paludisme et au détriment des services de routine telles que les vaccinations et les soins prénatals et postnatals. Certains pays ont fait appel à des prestataires de soins de santé privés durant la crise, tandis que d'autres comptaient sur leurs établissements sanitaires.

« On doit chercher à ne pas perdre les acquis de notre lutte contre l'épidémie de VIH. Les pays doivent maintenir une bonne distribution des ARV, la surveillance de la propagation virale, la surveillance de l'adhérence et le suivi téléphonique. » Expert en matière local

Les experts étaient satisfaits avec l'engagement des gouvernements avec les communautés, l'utilisation des centres sanitaires pour le dépistage, les mesures de confinement, la coordination avec les parties prenantes locales, la mobilisation des experts locaux / groupes de travail et l'observation adéquate des pratiques culturelles et traditionnelles.

La plupart des répondants au sondage ont confirmé l'adhérence de leurs gouvernements aux mesures indiquées par l'OMS.

Sécurité alimentaire, éducation et impact économique

Alors que la pandémie COVID-19 présente une crise de santé publique, les ramifications socioéconomiques perturbent déjà les moyens de subsistance des Africains et touchent de manière disproportionnée les ménages pauvres et la main-d'œuvre informelle. Les pays africains riches en pétrole ont subi l'effondrement mondial de son prix. Une analyse de l'impact économique révèle que la croissance du PIB de l'Afrique en 2020 pourrait se réduire de 8%. Ceci a poussé les gouvernements, le secteur privé et les institutions de développement à arrêter ou à assouplir les mesures préventives.

« Je pense qu'un choc budgétaire affectera les principaux pays producteurs de pétrole (Nigeria, Angola, etc.) entraînant des implications sur la stabilité sociale et politique. Par conséquent, des ajustements des dépenses et des investissements seront probablement observés au cours des 12 prochains mois. La croissance économique si ralentira. » Panéliste

La plus grande menace est dirigée vers la sécurité alimentaire en raison de graves pénuries alimentaires.

La région sud-africaine a souffert la sécheresse pendant la pandémie à un moment où les ONG se concentraient principalement sur la lutte contre la COVID-19 et moins sur les secours alimentaires. Au Zimbabwe, la famine affectait déjà 5 millions de personnes avant l'arrivée de la pandémie COVID-19, la crise sanitaire et la croissance des prix des produits essentiels ont donc rapidement déclenché des manifestations de masse.

Certains gouvernements africains ont mis en place des mesures qui visaient à soutenir les groupes vulnérables pendant le confinement mais la plupart des panélistes ont convenu que ces mesures étaient lacunaires.

« Le gouvernement ougandais fournit des haricots aux pauvres et les Ougandais riches ont contribué avec des donations. Bien qu'il s'agisse de bonnes actions, elles sont incoordonnées, progressent lentement et n'atteignent jamais les habitants des villages reculés. Le gouvernement prétend même que ces villageois possèdent des jardins et peuvent subvenir à leurs besoins. » Répondant au sondage

D'autres défis sociaux concernent l'insécurité alimentaire et les ménages qui dépendent des revenus occasionnels pour subvenir aux besoins quotidiens. Ces ménages sont menacés de malnutrition si le confinement persiste et si la demande alimentaire dépasse les capacités du gouvernement. Au Rwanda, le rationnement des aliments au cours des deux premiers mois du confinement semblait gérable, mais la demande alimentaire a rapidement dépassé l'approvisionnement. Ceci a mené à la suspension des mesures de confinement. Au Zimbabwe, le gouvernement a réduit les jours de quarantaine obligatoires dans les centres d'isolement de 14 jours recommandés à 7 jours en raison de carence d'aliments et d'autres nécessités.

« La plus grande menace à la sécurité en Afrique est l'accès aux aliments. Le peuple ne peut pas s'adhérer aux mesures [de prévention]; La faim anéantit l'homme et il n'existe une mesure qui puisse l'arrêter s'il a besoin de manger. » Membre du public en ligne.

Dans certaines régions africaines, les agriculteurs n'avaient pas la capacité de produire ou d'accéder aux intrants agricoles et aux services de vulgarisation et se sont retrouvés avec des denrées pourries. Tous les travailleurs liés au secteur agricole tels que les commerçants, constructeurs, automobilistes, hôteliers et voyagistes ont perdu un grand part de leurs revenus. L'Ouganda et le Rwanda ont alors choisi d'imposer des restrictions de mouvement mais pas au secteur agricole; les agriculteurs étaient autorisés à planter et à entretenir leurs cultures et les magasins de fournitures d'intrants sont restés ouverts.

« Les agriculteurs souffrent les ruptures de stock de leurs matériels de plantation agricole à cause de l'arrêt des transports publics. Les matériels qui sont disponibles sont trop chers pour ces agriculteurs. Ce dilemme aurait un effet direct sur la sécurité alimentaire, mais il n'existe aucun effort pour freiner la situation. » Membre du public online

La fermeture des transports aériens / routiers, le tourisme, l'hôtellerie et le commerce a entraîné une augmentation du chômage. Des suppressions d'emplois sont prévues dans d'autres secteurs

privés ainsi qu'au sein du gouvernement, des organisations non gouvernementales et de la société civile.

La fermeture des écoles publiques et privées est alarmante pour les éducateurs, surtout dans les pays où les possibilités d'apprentissage en ligne sont limitées.

Selon un récent rapport de l'UNESCO, le nombre d'enfants actuellement non scolarisés en raison de la fermeture des écoles est estimé à 300 millions en Afrique. C'est probable qu'un grand nombre de ces étudiants ne retourneront pas à l'école en raison de ressources insuffisantes, un environnement familial détérioré et la perte d'emplois d'éducateurs (notamment dans les secteurs privé, communautaire et religieux).

« Au Soudan du Sud, le système scolaire périra puisque on n'a pas accès à l'Internet et donc pas de système éducatif en ligne. » Panéliste

Le Burkina Faso a eu recours à la technologie numérique pour faciliter la communication entre l'administration et les agriculteurs locaux. La technologie a permis aux agriculteurs de suivre des formations en ligne et avoir accès à des informations sur la météo, la lutte antiparasitaire, la saison agricole et les opportunités financières. Des centres d'appels ont été établis pour assister les agriculteurs. L'initiative gouvernementale s'est avérée excellente pour la production agricole à l'exception des produits périssables.

Au Kenya et en Ouganda, la sécurité alimentaire est restée stable et le temps fut favorable à la récolte malgré la saison acridienne.

Violations des droits humains

Les lois qui concernent les droits de l'homme reconnaissent qu'un contexte de crise sanitaire pourrait exiger des restrictions mais il faut qu'ils soient justifiables légalement, sans être arbitraires ni discriminatoires dans leur application, et qu'ils aient une durée limitée et déterminée. La plupart des citoyens considèrent telles restrictions nécessaires pour le bien de la population.

Les gouvernements doivent veiller à ce que ces restrictions n'engendrent pas de censure, discrimination, abus de pouvoir ou violence envers les citoyens.

« L'impact fondamental prévisible concerne la vie privée des citoyens, en particulier la confidentialité en ligne. On a perçu de restrictions aux libertés sous le prétexte de directives préventives » membre du public

La violence contre la femme ne connaît pas de frontières au niveau social, économique et national. La frustration née du confinement a exacerbé les risques de la violence contre la femme. Au Cameroun, les femmes déplacées et vivant dans les zones de conflits sont particulièrement vulnérables et les cas de violence domestique signalés ont triplé depuis février 2020 par rapport à l'an 2019. Au Rwanda, les femmes de la banlieue de Kigali ont signalé des cas de viol de la part des militaires tandis que la police, les forces de défense locales et le personnel militaire de l'Ouganda et du Kenya ont été accusés d'avoir brutalisé les vendeuses de

rue durant leurs patrouilles. L'ONU, la société civile et les organisations non gouvernementales ont conseillé les gouvernements africains sur les initiatives adéquates pour affronter tels problèmes urgents et alarmants.

“ L'UNFPA Zimbabwe travaille en collaboration avec les organisations de la société civile et le ministère de la condition féminine, à l'égalité entre les sexes et au développement communautaire (MOWACSMÉ) pour assurer la lutte contre cette violence” Membre du public

Les conflits et l'instabilité politique

L'instabilité politique et les conflits entraveront les efforts visant à atténuer la propagation du COVID-19. Le groupe militant islamiste Boko Haram n'a pas cessé ses attaques contre les cibles militaires et civiles, et le groupe militant islamiste al-Shabaab en Somalie n'applique aucune mesure préventive contre la COVID-19. Les gouvernements autocratiques sont en train de profiter de la situation pour retarder les élections et saboter l'opposition.

Les pays dépendent des forces militaires pour imposer le couvre-feu, le confinement et les fermetures des entreprises, parmi d'autres. Ces efforts visant à protéger les populations ont généré de la peur, du ressentiment social, de la résistance et de la violence dans certaines régions du continent africain. L'Afrique de l'Ouest est l'objet d'attentats terroristes, surtout au Mali, au Tchad, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Dans une région où le déploiement militaire est vital dans la lutte contre les groupes extrémistes violents, la mobilisation de la plupart des forces armées en raison de la pandémie a laissé le territoire sans défense et vulnérable à divers types de criminalité.

Dans l'Afrique de l'Est, on prévoit de nouveaux conflits locaux dans les zones urbaines atteintes de graves dommages économiques en raison de la perturbation des marchés et de l'industrie.

“ On a vu des cas de violence policière, ils ont ciblé les habitants des quartiers informels et des zones rurales. Parfois les forces armées brutalisent les individus qui ne portent pas de masque (même s'ils n'ont pas accès aux masques)» répondant au sondage

Certains gouvernements ont profité de l'état d'urgence pour retarder le processus démocratique et louer le gouvernement autoritaire.

“Le gouvernement s'en profite pour paralyser l'opposition. Il semble que le gouvernement cherche à retarder les élections de 2021 sans aucun raison justifiable.” Répondant au sondage

La pandémie pourrait exacerber l'instabilité dans les régions fragiles telles la Libye, le Niger, le Tchad, la Somalie, le Soudan, la RDC et plus généralement le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Les zones de conflit sont particulièrement vulnérables à la violence domestique, la pénurie de nourriture et la perte des moyens de subsistance.

Les restrictions de circulation et la fermeture des frontières ont dissuadé la criminalité le long des frontières et arrêté la contrebande entre le Mali et l'Algérie. Dans le sud de la Libye, la milice Tébu a initié ses patrouilles le long de la frontière avec le Niger et l'expulsion des migrants et

passants irréguliers. La frontière Libyenne avec le Soudan et le Tchad voit une dynamique similaire; la milice Zwey a commencé à expulser les migrants irréguliers appréhendés localement ou à Benghazi.

Un flux irrégulier de migrants s'est dirigé rapidement vers l'Europe suite à l'infection de la garde côtière et des forces de sécurité déployées le long des frontières. Ce flux pose un problème sérieux à l'Europe et doit être étroitement surveillé.

Certains pays ont faussement associé le virus à la communauté homosexuelle ce qui a conduit à de fortes sentiments de homophobie. Tels préjugés pourraient mener à la violence et à la discrimination contre ce groupe minoritaire.

Les stratégies de communication

La cohésion sociale et les rassemblements collectifs sont importants dans les cultures africaines. Pour cela, la distanciation sociale fut très difficile à introduire dans certains pays. En outre, la désinformation, les théories comploteuses et les fausses «remèdes» ont entravé les efforts gouvernementaux et réduit l'adhésion des citoyens aux mesures préventives. De violentes manifestations ont éclaté le 20 mars 2020 au Sénégal après l'interdiction des rassemblements publics et la fermeture des mosquées. En Tanzanie, le président John Magufuli a promis de laisser les lieux de culte ouverts.

La plupart des répondants au sondage ont indiqué que la stratégie de communication gouvernementale était adéquate pour s'engager auprès des communautés et diffuser des nouvelles fiables pendant la pandémie. Les discours présidentiels ont renforcé la confiance dans des pays tels l'Afrique du Sud et l'Ouganda.

“ L'engagement communautaire s'est établi par le biais de la radio, la télévision et les médias sociaux, la distribution de matériels d'information. Les parlementaires ont facilité la sensibilisation de la communauté” Panéliste.

Bien que des stratégies de communication et d'engagement des communautés soient en place pour relayer les principales mesures préventives, peu de pays ont eu recours à des stratégies spécifiques pour surveiller et traiter la désinformation.

L'engagement des jeunes fut un des moyens de freiner la propagation de la désinformation entre les communautés. Étant acteurs clés dans le monde de médias sociaux, la participation des jeunes aux discussions en ligne servait à diffuser des messages précis et surtout fiables. Pour cela, Le Zimbabwe, l'Ouganda, le Nigéria et le Burkina Faso les incluaient dans la plupart de leurs stratégies de communication. Les célébrités, tels que les footballeurs et les stars de cinéma, ont mené des campagnes de sensibilisation et de bienfaisance pour assurer des secours alimentaires aux factions plus vulnérables de la population.

Recommandations

Les panélistes ont discuté des moyens dont l'OTAN pourrait soutenir l'Afrique durant la crise pandémique et durant la reprise post pandémique. Les principales suggestions à l'intention de l'OTAN sont présentées ci-dessous.

Les recommandations relatives à la coordination et la collaboration.

- Renforcer la collaboration avec l'Union africaine et ses alliés afin de partager les meilleures pratiques et les stratégies de relèvement post-pandémique en se basant sur l'expertise multisectorielle. Des efforts coordonnés entre les politiciens, les forces armées, la gouvernance locale, les secteurs de la santé, de l'éducation, du développement et de l'agriculture sont fondamentaux dans la lutte contre la pandémie;
- Engager des pourparlers avec les blocs régionaux et l'UA pour renforcer la collaboration en tirant parti des systèmes d'alerte précoce et des réponses transnationales à la pandémie Covid-19.
- Engager l'UA et ses partenaires en Afrique afin de renforcer les efforts de cyber sécurité et contrer la propagation de la désinformation (guerre hybride);
- Traiter les problèmes d'ostracisme liés à l'immigration irrégulière dans le Nord; les immigrants ont souffert de la faim et de la violence dans les centres de détention.
- Appuyer la création de centres interministériels qui incluent les secteurs liés à la sécurité, la santé publique et l'économie. Les centres de fusion améliorent les mesures stratégiques et assurent la stabilité à long terme.
- Soutenir la collaboration entre les centres scientifiques d'Europe et d'Afrique. La pandémie a mis à rude épreuve les centres de recherche internationaux pendant que l'Afrique a un potentiel inexploité pour la création de nouveaux centres de recherche.
- L'établissement de ponts aériens pour la livraison de médicaments, de ressources, d'équipements de santé, et de l'aide internationale vers l'Afrique.

Les recommandations relatives à la reprise post-pandémique

Les panélistes ont concordé que l'expertise régionale et locale sert à renforcer la résilience et identifier des solutions durables. L'OTAN pourrait soutenir le continent africain en appuyant les initiatives suivantes:

- La formalisation des marchés du travail et de l'emploi;
- Des subventions aux entreprises (PME);
- L'investissement dans des mesures de protection sociale;
- L'investissement dans la sécurité alimentaire et agricole;
- Le renforcement des systèmes de santé et d'éducation,
- Le renforcement des infrastructures d'eau et d'électricité;
- L'investissement dans les marchés locaux et régionaux pour réduire la dépendance sur les importations d'équipements de protection individuelle (EPI), de désinfectants et de ventilateurs;
- La formation continue aux forces de sécurité et aux ministères
- L'engagement des acteurs de la société civile dans l'application des mesures préventives.
- Le renforcement des capacités sanitaires.
- La formation aux systèmes d'alerte précoce et de réponses coordonnées.